

RECOMMANDATIONS POUR S'IMPLANTER DANS LA ZONE

Connaissance des réseaux, des hommes et des lieux

Avant toute réponse à appel d'offre, il est important de connaître ceux qui prennent les décisions, les circuits de décision et les éventuels réseaux.

La première chose à faire, est d'être présent sur place, dans le ou les pays qui nous intéresse(nt). Connaître la vie locale, comprendre les circuits d'influence et de décision est primordial. Pour cela, l'aide de consultants spécialisés est évidente.

Dans le bulletin de l'OMVS (le numéro 11 de janvier 2016 peut être fourni), il y a une interview de Issa Keïta, Responsable de la Cellule de Passation de Marchés de l'OMVS. Il nous paraît essentiel de nous rapprocher de cette personne et des gens qui travaillent dans ce service, afin de connaître *avant l'heure* les projets qui pourraient être amenés à sortir.

Dans le prolongement de cela, il nous paraît essentiel de nous abonner à ce bulletin, ou a minima d'avoir une personne sur place qui puisse se le procurer.

Comme nous l'avons évoqué, aucun projet ne peut être entrepris au sein de l'OMVS, sans avoir l'accord des 4 états membres. Il en est de même pour l'OMVG. Il est donc important de pouvoir mettre en place, via des réseaux existants sur place, une circulation d'information avec les représentants des 4 états afin de connaître la pertinence d'un éventuel projet.

Bien évidemment, le Haut-Commissaire de l'OMVS est une personne à rencontrer et avec laquelle il faut échanger pour mieux comprendre le fonctionnement *réel* du circuit de décision de l'OMVS.

Pour éviter de mauvaises surprises, comme par exemple se retrouver avec un scandale local, il est important d'étudier les lieux où les travaux pourraient être exécutés. En effet, en plus du déplacement de population (problème à gérer aussi avec les autorités bien en amont du projet) qu'entraîne la construction d'un barrage, certains ouvrages sont prévus d'être édifiés sur ou tout près de lieux sacrés. Il est donc important de prendre l'avis de personnalités, par nécessairement politiques, qui connaissent bien les lieux.

Il existe une « Conférence des Partenaires et des Investisseurs Privés de la Guinée », *Guinea is Back*, centrée sur l'énergie (la brochure de 2013 est disponible si nécessaire). Budget, normes, réglementations, projets, beaucoup d'informations s'y trouve. S'il nous paraît donc évident qu'il faille assister à ces conférences, il est surtout intéressant de prendre contact avec quelques personnes clés de cette conférence :

- Mme. Bah Kadiatou Baldé, Conseiller Principal / Middle East Electricity.
- M. Cécé Alexis Loua, National Director / Direction Nationale de l'Energie.
- M. Aboubacar Diakité, Head of Department of Planning, Studies, and Strategy.

Point important : les pays étudiés sont très mal notés par des ONG internationales en termes de corruption. Il convient de prendre la plus grande prudence en ce sens (à ne pas confondre avec des facilitations couramment admises, ce qu'une étude de la vie locale nous apprendra le cas échéant).

Enfin, il nous semble intéressant de prendre contact avec la SONED, bureau d'études et d'ingénierie du développement, présente sur de nombreux projets en Afrique de l'Ouest et Centrale.

Recommandation N°1 : il est impératif de mettre en place une cellule de veille technique afin de surveiller les évènements qui se passent sur place ainsi que de suivre les appels d'offres qui sont publiés.

Zone d'intervention

- Sénégal
- Guinée Bissau
- Tchad
- Niger
- Bénin
- Côte d'Ivoire
- Guinée Conakry
- Mali
- Burkina Faso
- Gabon
- Mauritanie
- Centrafrique



Figure : Zone d'intervention de la SONED

La SONED a notamment pour missions principales :

- La création et le développement d'une expertise nationale et internationale.
- Les études de faisabilité des projets et élaboration de dossiers pour l'initiation, le financement, l'assistance technique et financière pour la réussite de projets de développement, de programme d'investissement et de création d'entreprise.

Ce qui inclut pour ce qui nous intéresse :

- La préparation des dossiers de demande de financement.
- Les études d'exécution technique de projets, la préparation de dossiers d'appel d'offres, la coordination et la surveillance des travaux.
- La préparation de programmes régionaux de développement intégré.
- Les conseils en organisation et gestion d'unités de production industrielle, agricole, commerciale, d'ordre public ou privé.
- L'étude et le contrôle des travaux de projets d'hydraulique (forage, irrigation, barrage, eau potable, assainissement...).
- L'étude et le contrôle de travaux de génie civil (routes, ponts, bâtiments, urbanisme...)
- Cette entreprise pourrait être à même de nous aider dans nos prospections de dossiers d'appels d'offres et surtout dans leurs rédactions et réalisations.

Recommandation N°2 : avant toute action ou réponse, il convient de mettre en place ou de faire appel à une équipe locale, qui connaîtra les us et coutumes, les mœurs, et qui sera à même de nouer des liens avec les personnes utiles, tant dans la vie civile que politique. Cette équipe devra être mobile et pouvoir se déplacer non seulement au sein des pays de l'OMVS et OMVG, mais dans toute l'Afrique et le Moyen-Orient, car certaines réunions clés ont lieu dans des pays du golfe. Enfin, mettre en place une telle équipe, une à deux personnes, des expatriés ou des locaux, ne s'improvise pas. Il faut donc anticiper de 6 mois à 1 an.

Impliquer les populations locales et les organisations de la société civile (OSC)

Dans la mesure du possible, il faut intégrer les populations locales, les travailleurs, les apprentis et la jeunesse aux différents projets pour provoquer leur adhésion. Cela passe par des embauches dans les métiers du BTP & logistique, mais aussi par des campagnes de sensibilisation et communication. Il faut également impliquer les organisations de la société civile (OSC). A ce sujet, Peter Newborne écrit :

« Les Principes de Dublin incluent le principe qui veut que le développement/gestion de l'eau doive se faire sur la base d'une approche participative qui tient compte de l'opinion des acteurs dans la planification de l'eau. Se fondant sur ces Principes, le concept de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) inclut l'approche participative, comme exprimé dans la définition de la GIRE (GWP, 2000), de même que les objectifs d'efficacité (économique), d'équité (sociale) et de durabilité environnementale. Au Sénégal, les informateurs se sont accordés sur la nécessité que les organisations de la société civile (OSC) 'réclament' leur espace de participation et participent effectivement à l'animation de ces espaces. Il faut donc penser à donner des moyens financiers aux OSC pour accomplir leurs actions. » Il conclut : « Une coordination accrue entre les OSC dans un même pays accroîtrait leurs capacités à influencer les politiques et actions gouvernementales dans cette direction. »

Recommandation N°3 : l'implication des populations locales et une étroite collaboration avec les OSC sont un excellent moyen d'obtenir l'adhésion de tous et d'optimiser les résultats économiques et environnementaux. Par exemple, les cas de paludisme connaissent une recrudescence autour des barrages hydrauliques en Afrique, notamment au Sénégal. La concertation des ONG locales peut permettre d'améliorer : la conception/gestion des réservoirs pour limiter/éliminer les larves de moustiques.

Les affrontements économiques

L'influence croissante de la Chine

Les sociétés chinoises représentent une vraie menace pour les acteurs français en Afrique. La China Exim Bank, appuyée par la République populaire de Chine, selon les observateurs, finance de nombreux projets sur le continent. Par conséquent, la concurrence doit être vigilante. Peter Newborne¹, explique dans son rapport *Prise de décision et dialogue autour des grands barrages et des infrastructures hydrauliques* :

« Les changements dans les financements des grands barrages sont en train de changer l'économie politique des barrages. L'augmentation des flux financiers au profit de l'Afrique pour les projets d'infrastructures de la part des pays comme la Chine, en

¹ Chercheur et consultant indépendant spécialisé dans les institutions, lois, réglementations, politiques publiques dans les domaines de l'eau et de l'environnement.

particulier dans le secteur de l'énergie, est en train d'offrir des sources alternatives de financement à l'assistance au développement traditionnelle internationale des pays de l'OCDE. »

La Chine s'installe

Même si le cas a déjà été évoqué, revenons quelques instants sur le barrage de Souapiti. Tout comme Kaléta, le nouveau projet sera exécuté par China International Water & Electric Corp. (CWE), une entreprise chinoise, filiale du groupe des Trois Gorges de Chine. La compagnie bénéficie de la confiance des autorités guinéennes pour avoir bouclé le premier contrat avec un an d'avance, dans un contexte marqué par la fièvre Ebola. Ses dirigeants ont réaffirmé leur soutien aux autorités dans leur combat pour l'électrification du pays. Ils ont promis de mettre les bouchées doubles cette fois encore pour l'exécution rapide et efficace de Souapiti. « Des années durant, le déficit d'électricité en Guinée a sérieusement entravé le développement de l'économie locale. Nous promettons que nous allons achever ce projet d'aménagement hydroélectrique dans le délai, tout en respectant la qualité des travaux », a fait remarquer Chen Xianming, vice-président de CWE.

La République populaire de Chine a mis l'occasion à profit pour afficher ses ambitions qui consistent à jouer un rôle de premier plan dans divers secteurs en Guinée.

C'est en tout cas ce qu'a affirmé l'ambassadeur de la Chine à Conakry. Selon Jian Qiang Biang, son pays accorde une grande importance au développement des relations sino-guinéennes. Le diplomate a annoncé sa volonté de renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays et a promis d'approfondir très bientôt les discussions avec Conakry sur des secteurs relatifs à l'industrialisation, la modernisation agricole et les infrastructures, etc. La Chine, *via* ses investisseurs et ses industries, est à ce jour le principal concurrent.

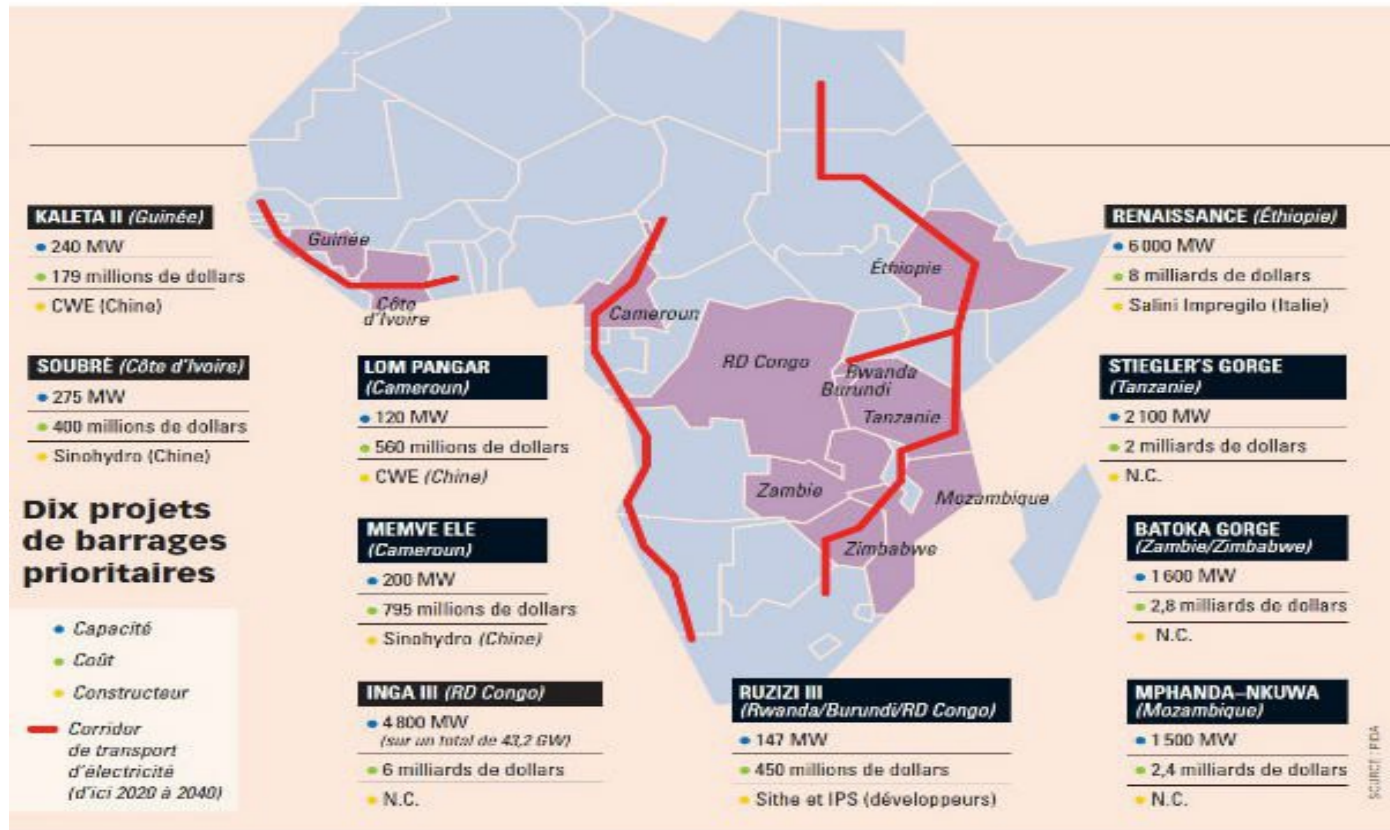
En effet, selon le rapport publié par l'Agence internationale de l'énergie, plus de 12 milliards de dollars de contrats ont été accompli en Afrique durant l'année 2015. Les entreprises chinoises construisent 30% des nouvelles capacités électrique en Afrique subsaharienne, soit environ 200 projets dans la période 2010-2020. Les 2/3 de ces investissements sont administrés vers les pays du Sud et de l'Est de l'Afrique, contre 26% pour l'Afrique de l'Ouest et 8% pour Afrique centrale. La filière hydroélectrique amasse en effet une bonne part des investissements chinois en Afrique qui représente plus de 60% des barrages hydroélectriques en construction à ce jour. La Chine s'est spécialisée au fil du temps dans ce secteur de production. La Chine n'est pas la seule puissance à investir dans les filières des énergies renouvelables en Afrique. Autres pays comme l'Italie et la France investissent également dans le continent, mais ont du mal à rivaliser avec les entreprises chinoises qui sont très déterminés et mettent toutes leurs énergies dans le cadre des infrastructures coûteuses qui caractérisent le secteur hydraulique.

60% des projets chinois en Afrique sont financés par la banque chinoise d'import-export (Exim Bank of China). Exim Bank of China apporte des prêts concessionnels et propose des offres intégrées qui regroupent les études exploratoires, le financement et la construction. Ce qui sont des avantages pour les pays en manque de liquidités. Résultat : les groupes publics chinois attirent et gagnent de nombreux contrats, le groupe Sinohydro a gagné des contrats équivalent à 8 milliard de dollars en Afrique.

Comme on peut le voir sur la carte suivante, sur les 10 prochains grands projets de barrages en Afrique, 4 sont déjà attribués à une entreprise chinoise. De plus, un autre problème est la non transmission des informations. Comme le regrette un opérateur basé en Centrafrique « Tout est fait par les Chinois, sans aucun transfert de compétences », et les manuels livrés sont en chinois.

Les problèmes posés par Sinohydro

Cette industrie chinoise (dont le siège social en Afrique est basé à Abidjan en Côte d'Ivoire) rafle la plupart des marchés sur les terres qui nous intéressent. Mais, il a été évoqué le fait que Sinohydro serait impliqué dans de nombreuses affaires de corruptions, sans qu'il y ait eu de jugements. Dans ce cadre fertile, il faut monter un dossier à charge, en recueillant des éléments, et faire intervenir par exemple des ONG comme



Transparency International, afin de décrédibiliser Sinohydro et dissuader les gouvernements à faire appel à cette entreprise.

Recommandation N°4 : en amont, l'AFD doit redoubler d'efforts dans le financement des projets d'infrastructures en Afrique pour renforcer son statut. En aval, les sociétés françaises arriveront sur un terrain neutre voire favorable lors des appels d'offres. L'AFD ne doit pas regarder la Chine séduire les pays africains sans passer à l'offensive. En parallèle, mener une action de déstabilisation envers les acteurs chinois en s'appuyant sur la société civile pour favoriser les autres entreprises, notamment françaises.

Le Prestige du « Water Cooperation Quotient »

L'OMVS jouit d'une reconnaissance internationale. L'organisation est en tête du classement mondial du quotient de la coopération en ressources en eau transfrontalières « Water Cooperation Quotient », selon un rapport du Strategic Foresight Group (SFG) basé à Mumbai, en Inde. Elle partage cette prestigieuse place avec la Commission Internationale pour la Protection du Rhin (CIPR). Kabiné Komara,

haut-commissaire de l'OMVS, a déclaré dans le journal de l'organisation (N°11, janvier 2016) : « Une initiative est en préparation afin que, au niveau des Nations Unies, les atouts de notre Organisation servent de base pour adopter au niveau mondial, le concept de la Paix Bleue, nouveau concept d'hydro-diplomatie qui veut que les eaux transfrontalières, au lieu d'être sources de conflits, soient partout un vecteur d'intégration et de coopération pacifique comme, l'a si bien réussi, notre Organisation. » Peter Newborne met ce critère en exergue dans son rapport : « Ce facteur réputation compte en partie dans l'approche sur les risques environnementaux et sociaux adoptés par les institutions bancaires/financières aussi bien publiques que privées. »

Recommandation N°5 : tout prestataire doit inclure la coopération avec les autres pays frontaliers (Sénégal, Guinée, Mali et Mauritanie dans le cas de l'OMVS). D'une part, elle est primordiale pour l'équilibre de la région. D'autre part, elle concourt au prestige de l'OMVS à l'international. Celui-ci est pris en compte par les acteurs qui financent les projets d'infrastructures.

Le Salon Africa 2017

C'est un [salon](#) auquel il faut absolument participer ! En effet, il a pour thème « WATER STORAGE AND HYDROPOWER DEVELOPMENT FOR AFRICA », soit le cœur du sujet. Il se tiendra à Marrakech au Maroc du 14 au 16 mars 2017. Tous les acteurs, constructeurs, Etats, financiers seront présents (plaquette jointe en annexe).

Recommandation N°6 : participer au salon Africa 2017 sur les barrages hydroélectriques !

ANNEXES

Suivi des Informations

Il est important de suivre très régulièrement plusieurs sites, afin de connaître les évolutions du marché, des acteurs ou des appels d'offres à sortir :

La page des [appels d'offres de l'OMVS](#).

[Un site répertoriant](#) les appels d'offres en Afrique.

Le [site de l'Autorité](#) du Bassin du Niger (ABN) pour suivi des projets, notamment en Guinée.

Le [site des appels d'offres](#) de la Guinée.

La [page des appels d'offres](#) de la Fondation Energie pour le Monde qui réalise des projets d'électrification rurale en Guinée

Le [site des marchés publics](#) du Sénégal

Le [Site des marchés publics](#) en Afrique

Le [site du Comité International](#) sur les Barrages, les Fleuves et les Hommes⁴⁴, sur laquelle se trouvent les projets entre autres de barrages dans le monde.

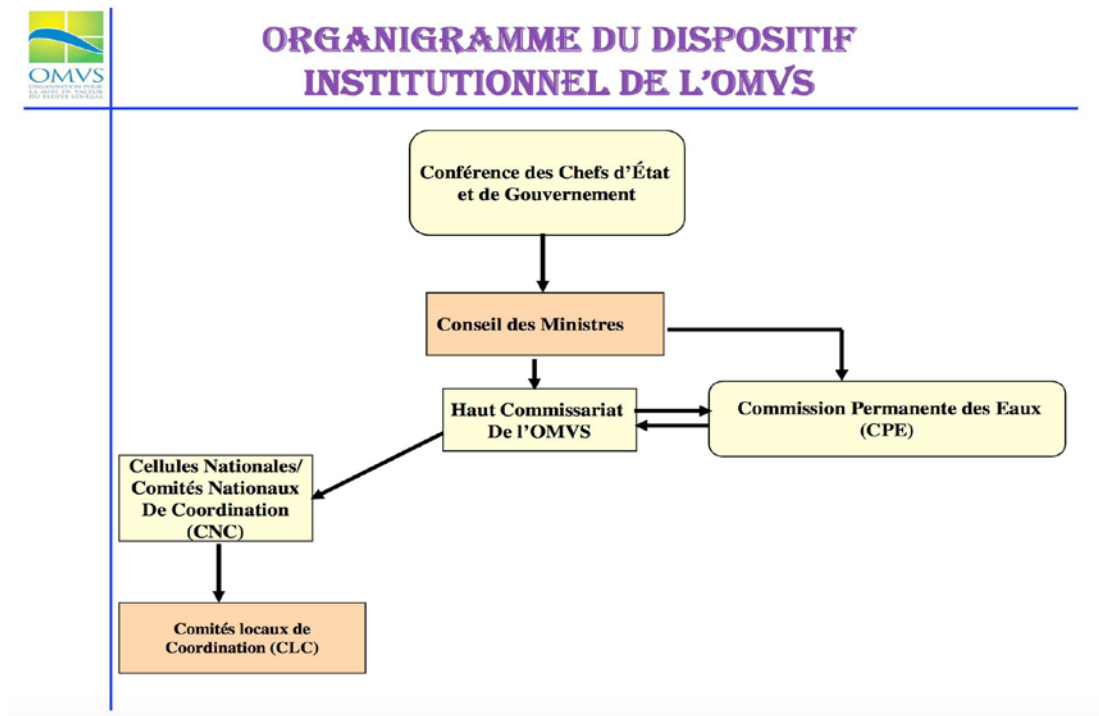
Le [site de la Commission Internationale des Grands Barrages](#), qui héberge LA base de données de tous les barrages dans le monde, afin d'avoir une vision sur les acteurs des différents ouvrages (accès payant).

Le [site ECREEE](#) (Observatoire de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique), sur lequel se trouve des projets en cours ou à venir.

Le [site du Ministère de l'Energie](#) de Sierra Leone dans lequel des projets sont présentés.

Pour avoir une vision des projets réalisés par l'OMVS, [le site de leurs archives](#) .

Organigramme du Dispositif Institutionnel de l'OMVS



WEBOGRAPHIE

[Le site d'OMVS](#)

[Fleuve Sénégal: vers un marché commun de l'énergie](#)

[Energie - Les choix stratégiques de l'OMVS](#)

[Le journal d'OMVS](#)

[SADIEau : le portail Panafricain](#)

[Guinée : Alpha Condé inaugure le barrage hydroélectrique de Kaléta](#)

[Guinée : la turbine de Kaléta met le turbo](#)

[Exclusif: rapports explosifs sur le barrage de Felou](#)

[Une affaire de corruption portant sur 8,3 milliards éclabousse l'OMVS](#)

[Ousmane Thioye Diène persiste dans ses dénégations et accusations](#)

[Barrage de Gouina au Mali](#)

[Centre de documentation et des archives](#)

[Evaluation régionale stratégique - rapport](#)

[Guinée : une vingtaine d'entreprises aspirent à construire le barrage de Koukoutamba de 300 MW](#)

[Koukoutamba : un quatuor dont la Guinée pour réaliser un barrage hydroélectrique](#)

[L'OMVS lance mardi les travaux du barrage de Gouina, au Mali](#)

[Programme d'Infrastructures Régionales dans le Bassin du fleuve Sénégal](#)

[Kabiné Komara, Haut-commissaire de l'OMVS : « *Nous cherchons 4 milliards de dollars pour faire face à nos besoins en barrage, irrigation et électricité* »](#)

[Ouvrages du génie civil français dans le monde - barrages](#)

[Grands barrages, flux mondiaux et petites gens par William F. Fisher](#)

[Le grand gâchis de l'hydroélectricité en Afrique](#)